

Fondée par
Henry Solus
Professeur honoraire
à la Faculté de droit
et des sciences
économiques de Paris

BIBLIOTHÈQUE
DE DROIT
PRIVÉ
TOME 298

Dirigée par
Jacques Ghestin
Professeur émérite
de l'Université de Paris I
(Panthéon-Sorbonne)

PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ ET CONFLITS DE JURIDICTIONS (ÉTUDE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ)

Étienne Pataut

Préface de
Paul Lagarde

Prix Robert Dennery

Prix Maurice Picard

Ouvrage publié avec le soutien du Centre d'études
des relations privées internationales (CERPI)
de l'Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne

D

753

L.G.D.J

TABLE DES MATIÈRES

(Les numéros renvoient aux pages)

INTRODUCTION1

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.

PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ ET CONFLIT DE LOIS.....9

SECTION 1. LA NOTION D'INTÉRÊT, PRINCIPE D'EXPLICATION DU CONFLIT DE LOIS.....9

§1. La notion d'intérêt10

A. BATIFFOL11

B. M. KEGEL13

§2. La notion d'intérêt de l'État14

A. CURRIE15

1. Présentation.....15

2. Appréciation critique.....16

B. M. ANDREAS BUCHER19

1. Approche critique de l'influence de Savigny.....20

2. Le but de la règle de conflit de lois.....22

C. M. PIERRE MAYER.....26

SECTION 2. MISE EN OEUVRE DE L'ANALYSE EN TERME D'INTÉRÊT DE L'ÉTAT : LE PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ.....28

§1. Intérêt de l'État, principe de souveraineté et unilatéralisme.....28

A. INTÉRÊT DE L'ÉTAT ET PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ.....28

1. Les deux notions d'intérêt de l'État.....28

2. Équivalence entre intérêt de l'État et souveraineté.....30

a. Critique de la notion de souveraineté : l'étude d'André Bonnichon31

b. Promotion de la notion de souveraineté : l'étude de M. Lagarde.....33

B. PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ ET UNILATÉRALISME.....34

1. Principe de souveraineté et théories statutaires.....35

2. Principe de souveraineté et unilatéralisme moderne.....38

§2. Applications du principe de souveraineté.....40

A. LE RATTACHEMENT À LA NATIONALITÉ.....40

1. Rattachement à la nationalité et principe de souveraineté.....40

2. Rattachement à la nationalité et unilatéralisme.....44

a. Article 3 et théorie unilatéraliste.....44

b. Article 3 et article 31046

B. LA QUESTION DES LOIS DE POLICE.....47

1. Identification des lois de police.....	47
a. L'introuvable critère des lois de police.....	48
b. Loi de police et notions voisines.....	50
i. Lois de police et lois d'application immédiate.....	50
ii. Lois de police et lois de droit public.....	53
iii. Lois de police et ordre public.....	56
iv. Conclusion.....	59
2. Lois de police et principe de souveraineté.....	60
3. Lois de police et unilatéralisme.....	61
C. LES AUTRES RATTACHEMENTS POSSIBLES.....	63

PREMIÈRE PARTIE.

PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE DIRECTE..... 67

TITRE 1.

NATIONALITÉ ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE DIRECTE..... 69

CHAPITRE 1

ÉTUDE CRITIQUE DES ARTICLES 14 ET 15..... 71

SECTION 1. PRÉSENTATION..... 71

§1. Historique..... 71

A. L'APPARITION DES ARTICLES 14 ET 15..... 71

B. LE PRINCIPE D'INCOMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS DANS LES LITIGES ENTRE ÉTRANGERS..... 72

1. L'interprétation de Francescakis..... 73

2. L'interprétation de M. Théry..... 75

a. Compétence et nationalité..... 75

b. Compétence et loi applicable..... 77

§2. Les conceptions modernes des articles 14 et 15..... 78

A. APPROCHES DOCTRINALES..... 78

B. PROPOSITIONS MODERNES EN MATIÈRE EXTRA-PATRIMONIALE..... 81

SECTION 2. APPRÉCIATION CRITIQUE..... 83

§1. Analyse du principe d'incompétence..... 83

A. LA SOLUTION BELGE..... 84

B. LA SOLUTION FRANÇAISE..... 86

§2. Les fondements de la règle de compétence..... 88

A. EN MATIÈRE PATRIMONIALE..... 88

B. EN MATIÈRE EXTRA-PATRIMONIALE..... 91

1. La solution anglaise..... 92

2. Les propositions françaises..... 94

CHAPITRE 2.

NATIONALITÉ ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

DU JUGE FRANÇAIS..... 99

SECTION 1. ANALYSE DE LA RÈGLE DE CONFLIT
ET COMPÉTENCE FONDÉE SUR LA NATIONALITÉ FRANÇAISE.....100§1. Comparaison du fondement de la règle de compétence et
de la règle de conflit.....100

§2. Unilatéralisme et compétence fondée sur la nationalité.....102

A. JUSTIFICATION DE LA RÈGLE DE COMPÉTENCE.....102

1. Compétence française et contenu de la loi française.....102

2. Compétence et applicabilité de la loi française.....104

B. MISE EN OEUVRE DE LA RÈGLE DE COMPÉTENCE.....106

1. Champ d'application de la compétence fondée sur la nationalité.....106

a. Les rapports entre époux.....106

b. La filiation.....109

2. Les propositions du Groupe européen de droit international
privé et la Convention « Bruxelles 2 ».....114SECTION 2. NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE
ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE FRANÇAISE.....117§1. Le *forum non conveniens*.....117

§2. La litispendance internationale.....121

§3. La méthode de référence à l'ordre juridique compétent.....122

A. PRÉSENTATION ET APPRÉCIATION CRITIQUE.....122

B. *FORUM NON CONVENIENS* ET MÉTHODE DE RÉFÉRENCE
À L'ORDRE JURIDIQUE COMPÉTENT.....128§4. La dissociation entre *for de jugement* et *for de raisonnement*.....129

TITRE 2.

LOIS DE POLICE ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE DIRECTE.....133

CHAPITRE 3.

COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET LOI DE POLICE

EN MATIÈRE DE CONTRAT DE TRAVAIL.....135

SECTION 1. LOIS DE POLICE ET CONTRAT DE TRAVAIL.....136

§1. Loi du lieu d'exécution et loi de police.....137

A. LA LOI DU LIEU D'EXÉCUTION DU TRAVAIL
EST UNE LOI DE POLICE.....137

1. Présentation de la thèse de Mme Moreau.....137

2. Appréciation critique.....140

a. Critère des lois de police.....140

b. Mécanisme des lois de police.....141

B. LE DÉPLACEMENT DU SALARIÉ.....146

1. Présentation de la thèse de Mme Moreau.....146

2. Appréciation critique.....148

a. La dissolution de la notion de loi de police.....148

b. La distinction entre application d'une loi de police et conflit mobile.....	150
§2. Critère des lois de police et contrat de travail.....	152
A. PRINCIPE DE LA DISTINCTION ENTRE LOI DE POLICE ET LOI DU CONTRAT.....	152
1. Principe de faveur et construction de la règle de conflit de lois.....	152
2. Distinction entre loi de police et loi du contrat et formulation de la Convention de Rome	155
B. LE DOMAINE DES LOIS DE POLICE.....	157
1. Loi de police et loi de droit public	157
2. Solutions jurisprudentielles françaises	158
a. Permanence de la jurisprudence Thuillier.....	158
b. Jurisprudence postérieure.....	160
3. La nouvelle approche du droit français et du droit européen.....	166

SECTION 2. COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE, LOI DE POLICE

ET CONTRAT DE TRAVAIL	170
§1. Compétence française et application d'une loi de police française	171
A. L'AFFAIRE <i>BLOCH</i> ET LA NÉGATION DE LA COMPÉTENCE FONDÉE SUR L'ORDRE PUBLIC.....	171
1. Présentation de l'affaire Bloch	171
2. L'interprétation de l'affaire Bloch.....	173
a. L'interprétation traditionnelle.....	173
b. Éléments de doute	174
B. APPLICABILITÉ D'UNE LOI DE POLICE ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE.....	176
1. Distinction entre ordre public et loi de police.....	176
2. Justification d'une compétence fondée sur l'implication de la souveraineté.....	178
a. Possibilité d'une compétence fondée sur une loi de police	179
b. Caractère exclusif de la compétence fondée sur une loi de police	181
§2. Application de la solution au contrat de travail.....	184
A. INTÉRÊT DU SALARIÉ ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE.....	184
1. Compétence juridictionnelle et construction du mécanisme conflictuel.....	184
a. La construction du droit commun.....	184
b. L'hésitation de la Convention de Bruxelles.....	186
2. La construction d'une règle de compétence spécifique à la protection du salarié	187
a. Le droit international privé commun	187
b. Les Conventions de Bruxelles et de Lugano.....	188
B. PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE.....	190
1. L'Union européenne.....	190
2. Le droit international privé commun.....	192

CHAPITRE 4.

PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ, COMPÉTENCE

JURIDICTIONNELLE ET LOI APPLICABLE

EN MATIÈRE DE PROTECTION DES MINEURS.....195

SECTION 1. LA REMISE EN CAUSE DU RATTACHEMENT

A LA NATIONALITÉ.....196

§1. Principe et limites du rattachement à la nationalité.....197

A. LE PRINCIPE.....197

B. LES LIMITES.....199

1. L'éviction de la loi nationale du mineur.....199

2. La concurrence de la loi locale.....201

a. L'urgence et les tutelles provisoires.....201

b. Les problèmes de compétence consulaire et l'autorité
de la loi locale.....204

§2. La découverte des lois de police.....206

A. LES PREMISSES : L'AFFAIRE *BOLL*.....206

B. L'ÉVOLUTION DU DROIT FRANÇAIS.....210

1. La protection des mineurs en droit interne.....210

2. La protection des mineurs en droit international privé.....211

a. Qualification des mesures d'assistance éducative.....211

b. La distinction entre protection étatique
et protection familiale.....213

SECTION 2. LA RECHERCHE D'UN NOUVEL ÉQUILIBRE.....215

§1. Le présent. La Convention de La Haye de 1961.....215

A. PRÉSENTATION DE LA CONVENTION DE 1961.....216

B. APPRÉCIATION CRITIQUE.....217

§2. L'avenir ? La Convention de La Haye de 1996.....220

A. L'ABANDON DE LA NATIONALITÉ.....220

1. Compétence juridictionnelle.....220

a. Présentation.....220

b. Analyse.....221

2. Compétence législative.....222

a. Présentation.....222

b. Analyse.....223

B. LA JONCTION ENTRE *FORUM* ET *JUS*.....224

1. Le changement de signification de la jonction entre forum et jus.....224

a. Distinction entre règle de conflit et règle de compétence.....225

b. La clause d'exception.....227

2. La distinction entre protection familiale et protection étatique.....228

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.....235

DEUXIÈME PARTIE.

PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ ET RECONNAISSANCE DES JUGEMENTS ÉTRANGERS.....237

TITRE 3

LES COMPÉTENCES EXCLUSIVES239

CHAPITRE 5.

LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE EN MATIÈRE IMMOBILIÈRE243

SECTION 1. FONDEMENT ET ÉTENDUE DE LA COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE EN MATIÈRE IMMOBILIÈRE245

§1. Justification de la compétence en matière immobilière.....245

A. LA CORRÉLATION ENTRE LOI APPLICABLE ET JUGE COMPÉTENT245

B. LE PRINCIPE D'EFFECTIVITÉ248

1. L'argument pratique.....249

2. L'argument juridique.....250

§2. Les limites de la compétence exclusive en matière immobilière253

A. LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE EN MATIÈRE DE BAIL.....254

1. L'hypothèse du statut réel immobilier.....254

2. L'hypothèse des lois de police.....255

B. L'AFFAIBLISSEMENT DE LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE EN MATIÈRE IMMOBILIÈRE258

1. Les contrats de location de vacances258

2. Les contrats de timeshare.....262

SECTION 2.COORDINATION DES SYSTÈMES ET COMPÉTENCE EXCLUSIVE EN MATIÈRE IMMOBILIÈRE.....268

§1. Coordination des systèmes et conflit de lois.....269

A. LE RENVOI.....269

B. *FOREIGN COURT THEORY* ET DISTINCTION ENTRE FOR DE JUGEMENT ET FOR DE RAISONNEMENT274

1. Renvoi et foreign court theory en droit anglais.....274

2. Distinction entre for de jugement et for de raisonnement.....275

a. Présentation.....275

b. Application : l'exemple suisse.....276

§2. Coordination des systèmes et conflits de juridictions.....281

A. PRINCIPE DE LA MÉTHODE DE RÉFÉRENCE À L'ORDRE JURIDIQUE COMPÉTENT.....281

B. APPLICATION DE LA MÉTHODE DE RÉFÉRENCE À L'ORDRE JURIDIQUE COMPÉTENT.....283

1. Coordination des systèmes et successions.....283

a. La prise en considération concrète de l'ordre juridique du situs283

b. Le rapport en matière successorale.....286

2. Coordination des systèmes et régimes matrimoniaux.....288

CHAPITRE 6.**COMPÉTENCE EXCLUSIVE ET PRIVILÈGE****DES ARTICLES 14 ET 15.....295****SECTION 1. LA DISCUSSION CLASSIQUE SUR L'EXCLUSIVITÉ****DE LA COMPÉTENCE FONDÉE SUR LA NATIONALITÉ FRANÇAISE.....296****§1. Présentation.....296****A. L'ARTICLE 15.....296****B. L'ARTICLE 14.....297****1. Présentation.....297****2. L'hypothèse de la litispendance.....298****§2. Discussion : le débat classique.....302****A. L'ARGUMENT HISTORIQUE.....302****B. L'ARGUMENT DE LA SOUVERAINETÉ.....304****C. L'ARGUMENT FONDÉ SUR L'APPLICATION
DE LA LOI FRANÇAISE.....305****SECTION 2. HISTORIQUE : LA CONSTRUCTION DU PRIVILÈGE****DE L'ARTICLE 15.....308****§1. Le privilège de nationalité avant l'article 15.....308****A. LA POSITION DE D. HOLLEAUX.....308****1. Présentation.....308****2. Critique : la question du statut personnel.....310****B. L'ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE.....314****§2. La construction du privilège de nationalité française.....320****A. LA POSITION DE BARTIN.....321****B. CONSÉQUENCES : L'INVENTION DE L'ARTICLE 15.....322****SECTION 3. NOUVELLES CRITIQUES DE L'ARTICLE 15.....324****§1. Article 15 et souveraineté.....325****A. LA SOUVERAINETÉ CHEZ BARTIN ET CHEZ M. COURBE.....325****B. EXCLUSIVITÉ DE LA COMPÉTENCE FRANÇAISE
ET DOCTRINE DU JUGE NATUREL.....327****§2. Compétence indirecte, ordre public et contrôle de la loi appliquée.....328****A. ORDRE PUBLIC ET CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE.....329****B. LE REJET DE L'ARTICLE 15, FACTEUR DE
COMPÉTENCE INDIRECTEMENT EXCLUSIVE.....331****TITRE 4.****LE CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE.....335****CHAPITRE 7.****LA CONSTRUCTION HISTORIQUE DU CONTRÔLE DE LA LOI
APPLIQUÉE.....337****SECTION 1. PRÉSENTATION CRITIQUE DES ANALYSES****DE LA JURISPRUDENCE SUR LES JUGEMENTS D'ÉTAT.....338****§1. Les analyses de G. Holleaux et de M. Ancel.....338**

A. GEORGES HOLLEAUX.....	338
B. M. BERTRAND ANCEL.....	341
§2. Appréciation critique.....	344
A. LA DISTINCTION ENTRE JUGEMENT CONSTITUTIF ET JUGEMENT DÉCLARATIF.....	344
B. LA DISTINCTION ENTRE EFFICACITÉ ET AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE.....	345
1. Conception restrictive.....	345
2. Conception extensive.....	347
3. Exemples jurisprudentiels.....	348
C. LE MAINTIEN DE LA TRADITION STATUTISTE.....	352
SECTION 2. JURISPRUDENCE SUR L'EFFICACITÉ IMMÉDIATE DES JUGEMENTS ÉTRANGERS ET CONSTRUCTION DU CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE.....	354
§1. La jurisprudence en matière d'état.....	354
A. JUSTIFICATION DE LA JURISPRUDENCE.....	354
1. La force du rattachement conflictuel.....	354
2. La dissociation entre règle de conflit et règle de compétence.....	357
a. Le contrôle de la compétence du juge étranger.....	358
b. La dissociation entre juge compétent et loi appliquée.....	361
c. L'exemple anglais.....	365
d. Conclusion : la dissociation entre règle de conflit et règle de compétence.....	369
B. ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE EXTRA-PATRIMONIALE.....	372
§2. L'évolution des solutions en matière patrimoniale.....	374
A. ANALYSE DE LA DOCTRINE DE BARTIN.....	375
B. CRITIQUE DE LA POSITION DE BARTIN.....	379
1. L'effet immédiat des jugements d'état.....	379
2. Contrôle de la loi appliquée et jugements patrimoniaux.....	380
CHAPITRE 8. PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ ET CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE.....	387
SECTION 1. ANALYSE CRITIQUE DE LA DOCTRINE CLASSIQUE ET DE LA JURISPRUDENCE.....	387
Paragraphe introductif. Position du problème.....	387
A. LA DISSOCIATION ENTRE LE CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE ET LA JURISPRUDENCE SUR L'EFFET IMMÉDIAT DES JUGEMENTS D'ÉTAT.....	387
B. LA CONSTRUCTION DE LA CONDITION DE CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE.....	389
§1. Présentation et critique de la doctrine classique.....	390
A. PRÉSENTATION DES IDÉES DE MME DEBY-GERARD.....	391
1. La réfutation des critiques.....	391
2. L'intérêt pratique.....	393

3. Les arguments théoriques.....	394
B. CRITIQUES.....	395
1. La différence entre l'action en justice et l'action en reconnaissance.....	395
2. L'impérativité de la règle de conflit.....	397
§2. La jurisprudence sur le contrôle de la loi appliquée.....	400
A. L'ABSENCE D'IMPORTANCE DU CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE EN MATIÈRE PATRIMONIALE.....	401
B. CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE ET RECONNAISSANCE DES JUGEMENTS D'ÉTAT.....	403
1. Le problème de l'article 310 et la jurisprudence sur le divorce et la répudiation.....	404
2. L'influence diffuse de la nationalité en matière de divorce.....	408
SECTION 2. LE RÔLE CONTEMPORAIN DE LA CONDITION DE CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE.....	412
§1. Présentation des idées de MM. Picone et Ancel.....	413
A. M. PAOLO PICONE.....	413
B. M. BERTRAND ANCEL.....	415
§ 2. Justification du contrôle de la loi appliquée.....	418
A. PRINCIPE DU CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE.....	418
1. Justification.....	418
2. Conséquences.....	420
a. La dissociation entre compétence juridictionnelle et contrôle de la loi appliquée.....	420
b. La dissociation entre contrôle de la loi appliquée et reconnaissance immédiate.....	422
B. MISE EN OEUVRE DU CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE.....	425
1. Unilatéralisme et contrôle de la loi appliquée.....	425
2. Application pratique du contrôle de la loi appliquée.....	428
a. La loi française est applicable.....	428
b. La loi étrangère est applicable.....	430
C. CONTRÔLE DE LA LOI APPLIQUÉE ET AUTRES CONDITIONS DE RECONNAISSANCE.....	433
1. Contrôle de la loi appliquée et ordre public.....	433
a. Effet atténué de l'ordre public et contrôle de la loi appliquée.....	433
b. Contrôle de l'ordre public et contrôle de la loi appliquée.....	434
2. Contrôle de la loi appliquée et fraude.....	435
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE.....	439
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	441
BIBLIOGRAPHIE.....	445
INDEX ANALYTIQUE.....	493
TABLE DES MATIÈRES.....	497